

REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

12 octobre 2026

SHAANXI, PREMIERE ETAPE DE LA VISITE DU PRESIDENT DU CONSEIL FAURE GNASSINGBE EN CHINE

Lomé, 12 oct. (ATOP)- Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, est arrivé le vendredi 9 octobre en Chine dans le cadre d'une visite officielle, avec pour première étape la province de Shaanxi, au nord-ouest du pays.



Une visite dans une usine



Le Président du Conseil apprécie l'expérience de Yangling

Au-delà de sa portée diplomatique, cette étape s'inscrit dans une dynamique de partage d'expériences autour des initiatives innovantes, avec pour ambition d'ouvrir de nouvelles perspectives au partenariat.

A Xi'an, capitale du Shaanxi, point de départ des caravanes de la route de la soie et aujourd'hui tournée vers la haute technologie, le Président du Conseil a été chaleureusement accueilli. Le choix de cette province traduit l'intérêt du Togo pour un partenariat en matière de transformation économique, de modernisation agricole, de développement local et de commerce international.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----3-9
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----9-27
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----27-28
SPORTS	-----29-32

Visite du Parc de démonstration de l'agriculture intelligente

Cette infrastructure agricole et technologique de Yangling, visitée par le Président Faure Essozimna Gnassingbé, est spécialisée dans la recherche, l'innovation et le développement de solutions technologiques, ce centre mobilise l'intelligence artificielle, la robotique et les outils numériques pour optimiser les processus de production, améliorer les rendements et renforcer l'efficacité des pratiques agricoles.



Une signature d'un mémorandum d'entente

priorité du gouvernement.

Le Président du Conseil a suivi avec intérêt les différentes étapes de la chaîne de production, de la sélection des semences à la transformation des produits, passant par la maîtrise de l'irrigation et le pilotage numérique des cultures.

L'expérience de Yangling met ainsi en évidence l'importance de la recherche scientifique et de la technologie au service de l'agriculture. Ces innovations sont en phase avec les politiques de modernisation de l'agriculture togolaise, qui constitue une

Echanges avec le Gouverneur du Shaanxi

Après une première dans la province il y a quelques années, le Président Faure Essozimna Gnassingbé, a échangé avec le Gouverneur du Shaanxi, Zhao Gang, sur les opportunités de coopération.

A cette occasion, le gouverneur a salué la solidité des relations d'amitié entre les deux pays, affirmant que « la Chine et le Togo sont de grands amis, de bons partenaires et les peuples sont des frères ».

Monsieur Zhao Gang a également réaffirmé sa volonté de renforcer le partenariat économique entre sa province et les régions du Togo dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures, des affaires, des sciences, de l'éducation et de la culture.

A Shaanxi, le Togo mise sur l'innovation et la recherche appliquée

Le Président du Conseil a salué l'hospitalité des autorités provinciales et exprimé ses vœux de prospérité pour la population du Shaanxi. Il s'est réjoui des transformations observées dans la province, dont le Togo peut s'inspirer.

« Le Togo s'engage lui aussi dans cette voie, avec humilité et détermination. Nous sommes convaincus que les expériences que nous découvrirons demain pourront nous inspirer, nous aider à améliorer nos approches et à accélérer nos efforts de lutte contre la pauvreté », a-t-il déclaré.

Le dirigeant togolais a particulièrement insisté sur la nécessité de rapprocher l'innovation des besoins des producteurs. « Une innovation prend toute sa valeur lorsqu'elle apporte une réponse adaptée aux besoins des producteurs et tient compte de leurs moyens et de leurs réalités quotidiennes », a-t-il souligné.

Coopération décentralisée à travers des jumelages entre provinces chinoises et régions togolaises

Une cérémonie de signature d'un mémorandum d'entente entre la province chinoise du Shaanxi et la région de la Kara a également marqué l'étape de Shaanxi. Cet instrument vise à consolider la coopération décentralisée et à favoriser le développement mutuel des deux territoires, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles.

Ce mémorandum montre une fois de plus que la coopération sino-togolaise dépasse désormais le cadre des relations entre capitales pour s'étendre aux collectivités territoriales, au plus près des populations et de leurs besoins.

Cette première étape de la visite officielle en Chine ouvre ainsi des perspectives de coopération autour de l'agriculture intelligente, de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et du développement des territoires.

Le Président du Conseil poursuivra sa visite dans d'autres provinces chinoises afin d'explorer de nouvelles opportunités de coopération et de partenariat, notamment dans les secteurs porteurs de croissance. Il mettra ensuite le cap sur Pékin pour des entretiens avec les plus hautes autorités chinoises, en vue de consolider les acquis des relations d'amitié et de coopération sino-togolaises et d'identifier de nouveaux axes de partenariat au service des priorités de développement des deux pays. presidenceduconseil.gouv.tg



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

CHINE-TOGO :

FAURE GNASSINGBE A BEIJING POUR DYNAMISER LA COOPERATION BILATERALE



Beijing, 12 oct. (CGTN) – Le Président du Conseil du Togo, Faure Gnassingbé, effectue une visite officielle en Chine du 9 au 16 octobre 2026. C'est la septième fois qu'il se rend dans ce pays asiatique depuis son accession au pouvoir en 2005.

Ce nouveau séjour témoigne une fois encore de l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays, fondées sur l'amitié, la confiance mutuelle et la volonté

de renforcer leur partenariat. Le renforcement de la coopération économique, commerciale et diplomatique, ainsi que les possibilités de partenariat dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031 et de la Vision 2040 du Togo, figurent, entre autres, au menu de cette visite.

L'élévation des relations bilatérales au rang de partenariat stratégique global, lors du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), ouvre de nouvelles perspectives pour approfondir la coopération entre les deux pays dans des secteurs prioritaires tels que les infrastructures, l'agriculture, l'eau, la connectivité, les sciences, l'éducation, les technologies, l'économie numérique et la sécurité. Cette dynamique constitue une occasion pour le Togo de renforcer ses capacités de développement, de moderniser ses infrastructures et de diversifier son économie, tout en permettant aux entreprises chinoises de nouer des partenariats durables et mutuellement bénéfiques.

Les échanges commerciaux entre les deux pays affichent une tendance à la hausse ces dernières années, faisant de la Chine le premier partenaire commercial du Togo. Les statistiques de 2025 indiquent que les flux commerciaux ont été estimés à 5,43 milliards de dollars, soit une hausse de 55 % en un an. Cette progression traduit le dynamisme des relations économiques entre Lomé et Beijing et souligne l'importance de poursuivre les

efforts visant à promouvoir des échanges plus équilibrés, à encourager les investissements productifs et à favoriser la transformation locale des matières premières togolaises.

Par ailleurs, l'initiative d'exemption de droits de douane décidée par la Chine au profit des 53 pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, entrée en vigueur le 1er mai 2026, devrait offrir de nouvelles perspectives aux exportations togolaises. Elle pourrait notamment favoriser l'accès de produits tels que le coton, le sésame, le soja et le bois au marché chinois, tout en contribuant à la valorisation des filières agricoles et forestières nationales. Pour le Togo, l'enjeu sera de tirer pleinement parti de cette mesure en améliorant la qualité des produits, leur conditionnement, leur traçabilité et leur conformité aux normes du marché chinois.

Au cours de son séjour, le président du Conseil du Togo entend présenter aux chefs d'entreprise chinois les possibilités offertes par la Feuille de route 2026-2031 et la Vision 2040, avec pour ambition de nouer des partenariats gagnant-gagnant. Cette démarche vise notamment à attirer des investissements dans les secteurs porteurs, à favoriser le transfert de compétences et de technologies, à soutenir la création d'emplois pour les jeunes et à renforcer la participation du secteur privé au développement économique du pays.

C'est dans cette perspective qu'en plus de Beijing, la capitale chinoise, Faure Gnassingbé se rendra dans les provinces du Shaanxi, du Fujian et du Guangdong, où il visitera des entreprises et découvrira de plus près des expériences de développement. Ces déplacements offriront l'occasion d'explorer des modèles de coopération adaptés aux priorités togolaises, notamment dans les domaines de l'industrialisation, de l'agro-industrie, de la logistique, de l'innovation technologique et de la formation professionnelle.

Le renforcement de la coopération entre les deux pays pourrait également contribuer à la réalisation de projets structurants dans les domaines des infrastructures de transport, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau potable, de l'assainissement et de la transformation numérique. Une attention particulière accordée au développement des compétences locales, à l'entrepreneuriat, à la recherche et à l'innovation permettrait de consolider les retombées économiques et sociales de ce partenariat au bénéfice des populations togolaises.

Partenaires de longue date depuis plus d'un demi-siècle, la Chine et le Togo ont su tisser des relations fondées sur la confiance mutuelle, la solidarité et le dialogue. Depuis l'établissement officiel de leurs relations diplomatiques en 1972, la Chine accompagne le Togo dans plusieurs secteurs prioritaires de son développement. Au fil des années, cette coopération s'est progressivement élargie, offrant des possibilités de collaboration dans des domaines essentiels à la modernisation de l'économie et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans un contexte international marqué par des mutations économiques et technologiques, les deux pays ont tout intérêt à consolider leur partenariat en privilégiant des projets concrets, durables et inclusifs. La promotion des échanges commerciaux, le développement des investissements, le transfert de savoir-faire, la formation des ressources humaines et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises pourraient ainsi constituer des leviers essentiels pour donner une nouvelle impulsion à cette coopération.

Cette visite officielle de Faure Gnassingbé devrait permettre aux deux parties de poursuivre le dialogue sur leurs priorités communes et de renforcer leur engagement en faveur de la construction d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique dans la nouvelle ère. Elle représente également une occasion de réaffirmer la volonté du Togo et de la Chine de bâtir un partenariat stratégique pragmatique, équilibré et axé sur des résultats concrets, au service du développement, de la prospérité partagée et du rapprochement entre les peuples. ATOP/(Source : CGTN)

JOURNEES PORTES OUVERTES DE LA POLICE NATIONALE :
UN FOOTING POPULAIRE MARQUE LA FIN DES ACTIVITES A LOME

Lomé, 12 oct. (ATOP) – La Police nationale togolaise a clôturé, le samedi 10 octobre, les activités de ses Journées portes ouvertes (JPO), organisées du 6 au 8 octobre, par un footing populaire au camp du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN), à Lomé.

Cette activité sportive a mobilisé des policiers et des civils de divers horizons autour d'un même objectif : renforcer les liens entre les forces de l'ordre et la population. Partis du camp du GIPN, les participants ont parcouru plusieurs artères de la capitale, notamment le quartier Koshigan, les environs du camp BI, le marché d'Akodésséwa et le carrefour Edem, avant de regagner leur point de départ pour une séance d'étirements dans une ambiance conviviale.

Au-delà de son caractère sportif, ce footing vise à rapprocher davantage les policiers des citoyens, à promouvoir la solidarité et la cohésion entre les deux parties et à renforcer leur collaboration en faveur de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

Le chef de la division planification à la Direction générale de la police nationale (DGPN), le commissaire Salassi Zarif, a rappelé que ces journées s'inscrivent dans la dynamique de la nouvelle Feuille de route gouvernementale, fondée sur trois axes essentiels : protéger, rassembler et transformer. « Protéger, c'est la mission de la police, mais la police ne peut pas à elle seule protéger si elle n'a pas le soutien de la population qu'elle est censée protéger », a souligné le commissaire Salassi, insistant sur la nécessité d'une coopération étroite entre les forces de sécurité et les citoyens. Le commissaire a fait savoir que la Police nationale reste à l'écoute des préoccupations des populations, qui peuvent la joindre à travers les numéros verts 117, 12 44 et 1014.

En prélude à cette activité, un match amical de football a opposé, le vendredi 9 octobre, l'Association sportive de la Police togolaise (ASPOTO) à Entente II. La rencontre a été dominée par Entente II, qui a multiplié les offensives et mis la défense policière sous pression. Malgré les efforts des joueurs de l'ASPOTO pour repousser les assauts adverses, Entente II a fini par inscrire l'unique but de la partie (1-0).



Footing populaire



Séance d'étirements



Footing populaire

A travers ces JPO, la Police nationale entend consolider la confiance entre les forces de l'ordre et les populations, tout en encourageant leur participation active à la protection des personnes et des biens. Cette démarche repose sur le principe de la

coproduction de la sécurité, considérée comme un levier essentiel pour garantir la tranquillité publique et renforcer la cohésion sociale.

ATOP/AR/AO/KYA

LE CABINET DU GOUVERNEUR DU DISTRICT 403 A2 EVALUE LES ACTIVITES A MI-PARCOURS DU MANDAT 2026-2027



Les membres à la 2^e réunion du conseil

« Au cours de notre première réunion de cabinet, nous avons adopté les objectifs du mandat et le budget. A cette 2^e réunion, il est question pour nous de faire l'évaluation après un trimestre de fonctionnement », a déclaré à l'ouverture des travaux, le gouverneur du district 403 A2, Ayité Mawulolo Hillah.

Les participants ont examiné les rapports des différentes entités et le plan d'action en mettant en évidence les impacts réels des actions menées dans les régions et les zones.

Il ressort des activités à mi-parcours, un bilan satisfaisant avec une forte mobilisation et un engagement de tous « malgré les difficultés liées à l'environnement géopolitique de chaque pays. Les Lions sont très engagés dans leur mission de servir les communautés, en dépit des défis d'assiduité dans les clubs et les problèmes de cotisations », a relevé le gouverneur.

Quelques interventions à l'actif du mandat du gouverneur, il a énuméré, entre autres, des accompagnements en financement aux projets grâce à leur fondation. « Nous avons construit des hôpitaux et des écoles. Il y a deux mois, le Togo a connu une forte inondation et notre fondation a soutenu à hauteur de 15 000 dollars, le région 32 qu'est le Togo à venir en aide aux populations sinistrées particulièrement dans la commune du Golfe 2 et 4 », a rappelé Me Hillah.

En termes de perspectives, le gouverneur a annoncé un projet imminent qui consistera à faire du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Libéria, des districts à part entière l'année prochaine. Les autres défis sont liés à l'accroissement des effectifs car l'augmentation des besoins des communautés nécessite plus de bras et d'accompagnement pour réaliser les projets, a-t-il dit.

Cette réunion a connu la participation de la première vice - gouverneure (Côte d'Ivoire) et la deuxième vice-gouverneure (Libéria), ainsi que des présidents de région, de zones et de commission.

Lomé, 12 oct. (ATOP)- Le Lions international, district 403 A2 a organisé, le samedi 10 octobre à Lomé, sa 2^e réunion de cabinet du gouverneur pour une évaluation à mi-parcours des activités du mandat 2026-2027.

Une soixantaine de délégués provenant de la Côte d'Ivoire, du Libéria, de la Sierra Leone et du Togo ont pris part à cette session à la fois en présentiel et en ligne.



Le présidium à l'ouverture des travaux

Le Lions clubs international est une organisation internationale de clubs service, fondée en 1917 à Chicago par Melvin Jones. Sa devise est « Nous servons ». Son objectif est de donner à ses membres, plus de 1,4 million de membres dans plus de 200 pays, les moyens pour venir en aide aux couches les plus vulnérables.

Pour son mandat 2026-2027, le gouverneur du district 403 A2, Ayité Mawulolo Hillah a pour devise « L'amitié, la vraie au cœur du service Lions ».

ATOP/AJA/AR

EAMAU :

UNE CARAVANE LANCE LES FESTIVITES DU CINQUANTENAIRE DE L'ECOLE



La caravane

Lomé, 12 oct. (ATOP) - Une caravane de sensibilisation a sillonné, le samedi 10 octobre, les artères de Lomé pour lancer les festivités marquant les 50 ans d'existence de l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU).

Partie de l'EAMAU, la caravane a parcouru plusieurs quartiers de la capitale, entre autres, le carrefour 3K, Novissi, Hédzranawoé, Nukafu, Colombe de la paix, Gakpoto, Fiata, Dékon, Hanoukopé,

Nyékonakpoé, Casablanca, Atikoumé, Adidogomé, Avédji, Agoè-Assiyéyé, Gbossimé, avant de chuter au point de départ (EAMAU).

Cette initiative vise à faire davantage connaître l'établissement au public togolais et à présenter ses missions dans la formation des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme.

Le chargé de communication et des relations publiques à l'EAMAU, Dr Danklou Junior, a précisé que cette caravane répond au besoin de renforcer la notoriété de l'école auprès des populations. Selon lui malgré ses années d'existence, l'établissement reste encore peu connu d'une partie du public. « L'objectif de cette caravane, c'est la notoriété de l'EAMAU. C'est pour faire connaître davantage l'EAMAU à la population togolaise », a-t-il expliqué. Il a souligné que l'école avait initialement pour vocation de former des élites, sans nécessairement mettre l'accent sur leur visibilité auprès du grand public.

Les festivités du cinquantenaire constituent également une occasion de rendre hommage aux personnes qui ont contribué au maintien et au développement de l'institution au fil des années. Elles permettront de faire le bilan du parcours de l'école, de relever ses réussites et ses difficultés, puis de réfléchir aux perspectives pour les 50 prochaines années. Au programme figurent des panels consacrés aux principaux défis actuels de l'architecture et de l'urbanisme, des expositions, un vernissage, des activités interculturelles, des présentations de la gastronomie traditionnelle, des rencontres sportives et des jeux.

Une visite touristique est également prévue. Les échanges porteront notamment sur les enjeux liés à la construction de villes durables, à la résilience énergétique et à l'adaptation aux changements climatiques. Pour Dr Danklou Junior, ces réflexions doivent permettre aux étudiants de mieux comprendre les défis auxquels les villes sont confrontées et de disposer d'outils pour y apporter des réponses adaptées.

ATOP/AO/AR/KYA

DEVELOPPEMENT COMMUNAL :

LE MAIRE DU GOLFE 6 RENFORCE LE DIALOGUE AVEC LES LEADERS RELIGIEUX MUSULMANS

Lomé, 12 oct. (ATOP) – Le maire du Golfe 6, Kokou Amenyenou a échangé, le vendredi 9 octobre, avec des responsables religieux musulmans sur leur implication dans la gestion participative des affaires de la commune et la cohésion pacifique avec les autres communautés.

Les imams des mosquées et autres leaders religieux musulmans et prédicateurs de la commune Golfe 6 ont pris part à cette séance d'échanges avec le conseil municipal. Elle s'inscrit dans la volonté de la



Les participants

la municipalité de renforcer la concertation avec les différentes composantes de la société. La présente séance fait suite à deux précédentes rencontres qui ont réuni d'abord le conseil municipal et les pasteurs, et d'autre part les prêtres catholiques et traditionnels.

Les échanges ont porté essentiellement sur le civisme, les différents frais à payer, l'éducation, l'état civil, la salubrité et la cohésion sociale, de même que le rôle important des leaders religieux dans la sensibilisation des fidèles, en raison de leur proximité avec les familles, les jeunes et les différents groupes sociaux. L'importance des déclarations régulières de naissance et de l'obtention de documents authentiques, indispensables à la reconnaissance de l'identité et à l'accès aux droits. La question relative à la lenteur administrative dans le traitement des dossiers de délivrance de la nationalité a retenu l'attention des participants. La problématique de la naturalisation des étrangers ayant épousé des femmes togolaises ou ayant des enfants nés des femmes togolaises a été aussi abordée. Les personnes concernées ont été orientées vers le ministère de la Justice et des Droits humains. La réduction des nuisances sonores et le respect de la tranquillité publique ont été également au centre des discussions, ceci pour favoriser une cohabitation harmonieuse entre les différentes communautés.

Par rapport aux inquiétudes relatives aux différents frais, La municipalité a fait savoir que celles-ci trouveront des solutions après le vote du prochain budget.

Les leaders religieux ont été appelés à sensibiliser les fidèles sur les conséquences des actes frauduleux et à les orienter vers les procédures légales auprès des services compétents. L'exécutif communal a, par ailleurs, invité ses interlocuteurs à renforcer les messages de paix, de tolérance, de respect mutuel et de vivre-ensemble. Ils ont été invités à promouvoir le civisme, le respect des règles de vie en société et la responsabilité citoyenne au sein de leurs communautés.

Le maire Amenyenou, a annoncé que la commune envisage de mettre en place un cadre permanent de dialogue avec les responsables religieux et les organisations locales. Ce mécanisme, a-t-il déclaré, devrait favoriser le partage régulier des préoccupations des populations, la coordination des actions de sensibilisation et la recherche de réponses collectives aux défis de la commune.

Le président de l'Union musulmane du Togo, section Baguida, Imam Ali Sossah, a invité ses coreligionnaires à une cohabitation pacifique dans la pratique quotidienne de leur religion. Il a évoqué notamment la question de nuisance sonore, qui constitue souvent une gêne pour leurs voisins immédiats ou lointains.

ATOP/KYA/BV

CANCER DU SEIN :**DIGITAL GIRL ANNONCE UN DEPISTAGE GRATUIT LE 7 NOVEMBRE A LOME**

Lomé, 12 oct. (ATOP) - Digital Girl, à travers son initiative « Elle & Sa Santé », organise, le 7 novembre à Lomé, une journée de sensibilisation sur le cancer du sein, avec des panels animés par des professionnels de santé, des témoignages et un dépistage gratuit, a annoncé la promotrice, Mme Colette Ekue.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la campagne « Elle doit savoir », menée en collaboration avec l'Association des femmes vertueuses et des hommes vertueux du Togo, à l'occasion d'Octobre Rose 2026. La campagne vise à renforcer l'information des femmes sur la santé mammaire, à encourager les démarches de prévention et à mobiliser les ressources nécessaires pour faciliter l'accès au dépistage. Elle rejoint l'engagement de Digital Girl à promouvoir le bien-être, l'autonomie et l'épanouissement des femmes et des jeunes filles.

Pour préparer ce rendez-vous, Digital Girl organise « Le Brunch Engagé », le 17 octobre à l'hôtel Ahoefa et au King's Salomon Garden. Cette rencontre vise à collecter des fonds pour soutenir les actions de sensibilisation et contribuer au financement du dépistage. Digital Girl sollicite l'appui des établissements sanitaires, des professionnels de santé, des institutions publiques et privées, des entreprises, des fondations, des mécènes, des partenaires financiers et des investisseurs privés. Les contributions attendues concernent notamment la mobilisation de personnel médical qualifié, la prise en charge des prestations de dépistage, le financement des activités, la mise à disposition de matériel et le soutien logistique.

Les premières activités ont déjà démarré avec la production de contenus audiovisuels et la réalisation d'une séance photo destinés à diffuser les messages de prévention et à accroître la visibilité de la campagne. Cette démarche entend faire de la communication un moyen de sensibilisation et de mobilisation autour de la santé des femmes. ATOP/AO/SED



NOUVELLES DES PREFECTURES

LE CONSEIL REGIONAL PREPARE SON BUDGET PRIMITIF 2027

Kara, 12 oct. (ATOP) - Le conseil régional de la Kara a ouvert, le mardi 6 octobre, sa session ordinaire consacrée au bilan des actions réalisées, au suivi des projets d'investissement et à la préparation du budget primitif 2027.

Les conseillers régionaux examineront la situation financière de la collectivité arrêtée au 30 septembre 2026, ainsi que l'état d'avancement des projets d'investissement des exercices 2025 et 2026. Ils devront également valider les termes de référence du débat d'orientation budgétaire, préalable à l'élaboration du budget primitif 2027, et étudier les projets structurants à inscrire dans ce budget.

Les travaux porteront aussi sur la rencontre tenue à Lomé, les 30 septembre et 1er octobre, avec le directeur de l'Association internationale des régions francophones. Les conseillers prendront par ailleurs connaissance des missions, des réalisations et des perspectives de collaboration de la structure chargée du commerce et de l'industrie au Togo.

Le président du Conseil régional, Bakem Teba Blakinam, a présenté les principales réalisations de la collectivité. Il a notamment cité les travaux de construction au Collège d'enseignement technique de Tappé-Ebouya réceptionnés le 1er septembre dernier pour un montant de 25 millions de FCFA. Il a également évoqué la remise, le 25 septembre, de 200 tables-bancs à quatre établissements secondaires de la préfecture d'Assoli, pour un coût de 9 millions de FCFA. Ces actions visent à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

En matière de développement, le président a annoncé la poursuite des initiatives en faveur de l'accès à l'eau potable au profit des populations bénéficiaires des 18 forages réalisés par le Conseil régional. La collectivité prévoit également d'élaborer son Plan de développement régional afin d'orienter les investissements et les actions à mener au cours des prochaines années. M. Bakem a invité les conseillers à examiner les différents dossiers dans un esprit de responsabilité et de concertation, en tenant compte des besoins des populations de la région. ATOP/AE/AO



Les participants

ANIE 2 TIENT SA 4^E SESSION BUDGETAIRE A ADOGBENOU



Des élus locaux et autorités

Anié, 12 oct. (ATOP) – La commune d'Anié 2 a ouvert, le jeudi 8 octobre à Adogbenou, à 35 km à l'est du chef-lieu d'Anié, la quatrième session ordinaire de son conseil municipal.

Les travaux sont consacrés à l'adoption du projet de budget primitif pour l'exercice 2027 et à l'évaluation de l'exécution budgétaire des neuf premiers mois de l'année. Ils portent également sur l'analyse de l'état d'avancement des chantiers en cours et l'examen du rapport

d'activités de l'organisation allemande DVV International.

Sur le plan financier, les recettes globales réalisées au cours des neuf premiers mois affichent une progression, passant de 58 066 513 F CFA en 2024 à 70 329 165 F CFA en 2025, puis à 101 878 980 F CFA en 2026. Parallèlement, les dépenses cumulées sur ces mêmes périodes s'élèvent respectivement à 39 514 126 F CFA en 2024, 39 837 356 F CFA en 2025 et 35 596 864 F CFA en 2026. Au chapitre des infrastructures, la municipalité poursuit plusieurs projets, notamment l'aménagement de six forages à motricité humaine à Adjako, Gbagoutoto, Assogbakopé, Délignoncopé, Bayédji 2 et Idjafé, la construction de trois hangars scolaires améliorés à Wouroukou, Dassagba et Djonoucopé, ainsi que l'installation d'un parc à bétail à Afolé. Le renforcement de la sécurité aux postes de collecte des taxes et l'acquisition de 280 tables-bancs sont également à l'ordre du jour.

Le préfet de l'Anié, le colonel Soulé Abderman, a invité les contribuables à s'acquitter de leurs impôts et taxes afin de pérenniser les investissements publics.

Le premier adjoint au maire, Akpo Egou Komlan, a souligné la nécessité d'analyser rigoureusement les écarts budgétaires afin d'en tirer des enseignements opérationnels. «

Il s'agit d'opérer des choix stratégiques éclairés face aux attentes nombreuses et légitimes de nos concitoyens. Notre défi majeur réside dans la préservation d'un service public de qualité, conjuguée à une maîtrise stricte des dépenses et à la dynamisation de nos investissements », a-t-il déclaré.

En marge des travaux, les conseillers ont été informés du lancement d'un programme national d'engagement citoyen visant à former les jeunes de 18 à 40 ans issus de zones vulnérables. Les responsables du bureau du citoyen de la commune d'Anié 2, basé à Adogbénou, ont également été présentés au public. Il s'agit de MM. Madou Mindesse, coordonnateur, et Djéti Maurice, rapporteur. ATOP/KV/AR

LE CONSEIL MUNICIPAL DE BLITTA 1 OUVRE SA 4^{EME} SESSION ORDINAIRE

Blitta-Gare, 12 oct. (ATOP) – Le conseil municipal de la commune Blitta 1 a ouvert, le vendredi 9 octobre à Blitta-Gare, sa 4^{ème} session ordinaire de l'année.

Au cours des travaux, les conseillers municipaux débattront de l'orientation budgétaire, de l'examen et de l'adoption du budget primitif de l'exercice 2027. Ils évalueront l'exécution du budget 2026, et détermineront les priorités de développement communal notamment, en matière de pistes rurales, d'éclairage public, d'adduction d'eau potable et d'accompagnement des élèves. La question foncière et les litiges fonciers, ainsi que l'amélioration de la mobilisation des ressources propres de la commune sont également à l'agenda.



Des participants

Le maire de la commune Blitta 1, Batchana Essohanam a salué les élus locaux et les contribuables pour leur partition déjà jouée dans le développement de la municipalité tout en les exhortant à redoubler d'efforts pour bâtir une commune moderne.

Le préfet de Blitta, Anakpa Mani a convié les conseillers municipaux à poursuivre leurs actions avec un engagement, une disponibilité et un esprit de sacrifice tout en préservant la cohésion au sein du conseil municipal.

Les autorités administratives, politiques, traditionnelles et militaires ont pris part à la séance d'ouverture. Le directeur de cabinet du ministère en charge de l'Administration territoriale, Bakaï Robert a pris part aux travaux. ATOP/SF/MEK/KYA

AGOE-NYIVE :

LE BUDGET 2027 AU CŒUR DE LA QUATRIEME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL

Agoè-Nyivé, 12 oct. (ATOP) – Le conseil municipal de la commune Agoè-Nyivé 1 a ouvert, le vendredi 9 octobre, sa quatrième session ordinaire de l'année, consacrée notamment à la préparation du budget primitif 2027 et à l'examen des principaux dossiers liés au développement communal.

Cette session réunit les conseillers municipaux, le chef du canton d'Agoè-Nyivé 1 ainsi que les représentants des services déconcentrés de l'État. Elle constitue un cadre d'échanges sur la gestion de la commune, l'évaluation des activités réalisées et la définition des priorités pour l'année 2027.

Les travaux portent notamment sur la planification de la journée publique, les échanges avec les villages, le débat d'orientation budgétaire, la préparation du budget 2027, l'examen et l'actualisation du plan de développement communal, ainsi que l'état des

lieux des kiosques. D'autres questions relatives à la gestion de la commune sont également inscrites à l'ordre du jour.

La maire de la commune Agoè-Nyivé 1, Mme Aguzé Yawa, a souligné l'importance de cette session, qui dépasse le cadre d'une simple formalité administrative. Elle a indiqué qu'elle constitue une occasion de faire le bilan du chemin parcouru et de recueillir les préoccupations des populations. « Cette session doit être une session de travail, de responsabilité, de dialogue et d'engagement », a-t-elle déclaré, exprimant sa volonté de faire d'Agoè-Nyivé 1 une commune de



Les participants

référence, où la gouvernance locale inspire confiance et où les résultats sont tangibles. Mme Aguzé a également insisté sur la nécessité de transcender les divergences politiques, religieuses et communautaires au profit de l'intérêt général. « Nous pouvons avoir des sensibilités politiques différentes, nous pouvons appartenir à des confessions religieuses différentes, nous pouvons être issus de communautés et d'origines différentes, mais nous avons une responsabilité commune qui est de servir Agoè-Nyivé 1 », a-t-elle affirmé.

Le représentant du préfet d'Agoè-Nyivé, Anjou Dossavi, a rappelé que la tenue régulière des sessions du conseil municipal constitue une exigence de la décentralisation. Selon lui, ces rencontres offrent un cadre approprié pour examiner le fonctionnement de la commune, apprécier les résultats obtenus, relever les difficultés et prendre les mesures nécessaires à l'amélioration de la gestion locale.

Le chef du canton d'Agoè-Nyivé 1, Togbuigan Helou Sedzro Kodjo, a souligné que cette session est également consacrée à la revue des activités menées au cours des neuf derniers mois de l'année. Il a insisté sur la nécessité de dresser le bilan des actions des divisions, des régies et des commissions permanentes afin de mieux préparer les perspectives de 2027.

ATOP/ASA/AR/KYA

OTI-SUD:

LE NOUVEAU CHEF DU CANTON DE MOGOU REÇOIT SON DECRET DE RECONNAISSANCE

Mango, 12 oct. (ATOP) - Le nouveau chef du canton de Mogou, dans la commune Oti-Sud 1, Sa Majesté Kolani Noumeh Singué, a reçu son décret de reconnaissance le jeudi 8 octobre au palais royal de Mogou. Il succède à feu Bagou Sambiani, décédé en 2022 après neuf années de règne.

La cérémonie a été marquée par la sortie et l'accueil du nouveau chef, les rites d'intronisation, la présentation de la carte postale du canton, la remise du décret de reconnaissance et des couleurs nationales au garant des us et coutumes, ainsi que les allégeances des chefs de villages et de quartiers au nouveau locataire du palais royal de Mogou.



Le gouverneur (à droite) remettant le décret au nouveau chef

En lui remettant le décret, le gouverneur, Atcha-Dédji Affoh, a transmis au nouveau chef les félicitations et les encouragements du président du Conseil, Faure Gnassingbé. Il a rappelé les qualités attendues d'un chef traditionnel, notamment l'intégrité, l'impartialité, le sens du rassemblement et l'engagement en faveur de la paix, de la cohésion sociale et du développement. Le gouverneur a invité les populations et les chefs de villages à collaborer avec le nouveau chef pour la réussite de sa mission. M. Atcha-Dédji a également réaffirmé la disponibilité des autorités à l'accompagner dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité et de l'environnement.



Sa majesté Kolani installé après sa première sortie



Les chefs de villages prêtent allégeance au nouveau chef canton

Le président du conseil régional de la chefferie traditionnelle des Savanes, Odanou Omourou, a salué l'importance accordée à la chefferie traditionnelle par le président du Conseil et réaffirmé l'engagement des chefs traditionnels à accompagner le nouveau chef de canton.

Sa Majesté Kolani Noumeh Singué a exprimé sa gratitude aux autorités et aux populations pour la confiance placée en lui et leur soutien. Il a placé son règne sous le signe du dialogue, de l'unité, de la solidarité et du développement endogène, appelant toutes les couches sociales à s'impliquer dans la réalisation de cette ambition.

La cérémonie s'est déroulée en présence des préfets de l'Oti-Sud et de l'Oti, Sambiani Fékimani Félix et le colonel Kondi Yao, ainsi que des autorités administratives, militaires, traditionnelles et religieuses et des délégations venues du Bénin et du Ghana.

Le canton de Mogou compte 32 villages pour une population de 30 442 habitants.
ATOP/TT/JK/AR

KERAN :

LE NOUVEAU CHEF DU CANTON D'ATALOTE REÇOIT SON DECRET DE RECONNAISSANCE

Kantè, 12 oct. (ATOP) – Le nouveau chef du canton d'Atalotè dans la commune Kéran 2, Tchiroutène Roummissa a reçu son décret de reconnaissance, le samedi 10 octobre dans la localité.

La cérémonie a été marquée par la sortie et l'accueil du nouveau chef, des rites d'intronisation, la remise du décret de reconnaissance et des couleurs nationales au garant des us et coutumes, ainsi que les allégeances des chefs de villages et de quartiers au nouveau chef du canton.



Le préfet Douti (à gauche) remettant le décret au chef Tchiroutène

En lui remettant le décret, le préfet de la Kéran, Douti N'Sarma Mabiba a rappelé à l'impétrant, ses missions qui consistent principalement à veiller à l'harmonie et à la

cohésion sociale. Il lui recommandé d'user de ses pouvoirs pour arbitrer et concilier les parties en matière coutumière. « Vous devez exercer cette fonction avec dignité, responsabilité, sagesse, intégrité et exemplarité », a-t-il ajouté. Le représentant du pouvoir central a enfin rappelé au nouveau chef canton qu'il incarne à partir de cet instant les valeurs éthiques et morales de sa communauté, lesquelles valeurs s'inscrivent en droite ligne de la vision des autorités gouvernementales, relatives à la promotion de paix, de concorde et du vivre-ensemble ainsi qu'au renforcement de l'inclusion sociale.



Le chef Tchiroutène (à gauche) recevant ses attributs



Le nouveau chef investi sur son trône

Le président du Conseil préfectoral de la chefferie traditionnelle de la Kéran, Lémah Alouandjou a salué l'importance accordée à la chefferie traditionnelle par le président du Conseil et réaffirmé l'engagement des chefs traditionnels à accompagner le nouveau chef de canton.

Le récipiendaire a exprimé sa reconnaissance à toute la population pour ce choix porté sur sa modeste personne. Le chef Tchiroutène Roumissa a enfin témoigné sa gratitude au président du Conseil, Faure Gnassingbé pour cette confiance qui lui a été accordée dans cette dynamique de la promotion de la chefferie traditionnelle en général. Plébiscité lors des consultations populaires du 06 février 2026, le nouveau chef canton compte sur la collaboration et l'implication de tous les administrés afin de relever les défis pour un développement harmonieux de la localité.

La cérémonie s'est déroulée en présence des députés Outchantcha Awima Atoutè et Karango Yaka, du sénateur Nassou Katou ainsi que d'autres cadres et diverses autorités administratives, militaires, religieuses et traditionnelles.

Le canton d'Atalotè compte 14 villages pour une population estimée à environ 17.000 habitants.

ATOP/PAP/KYA

TCHAOUDJO :

M. OURO-DJERI TCHAGARA INSTALLE A LA TETE DU CANTON D'AMAÏDE

Sokodé, 12 oct. (ATOP) – M. Ouro-Djéri Tchagara, désigné par voie coutumière, a été officiellement reconnu et intronisé chef du canton d'Amaïdè, le samedi 10 octobre à Amaïdè, dans la commune Tchaoudjo 3.

La cérémonie d'intronisation a été présidée par le préfet de Tchaoudjo, qui assure les fonctions de gouverneur de la région Centrale, Tchimbiana Yendoukoa Douti. Elle s'est déroulée en présence des cadres de Tchaoudjo, ainsi que de nombreuses autorités administratives, politiques, militaires, traditionnelles et religieuses.

L'événement a été marqué par la remise du décret de reconnaissance, des couleurs nationales, de la loi relative à la chefferie traditionnelle ainsi que du décret portant modalités d'application de cette loi, suivie de l'installation du chef sur son trône. Cette étape a été suivie des rites d'allégeance des chefs de villages, des rituels traditionnels d'intronisation et de plusieurs prestations de danses folkloriques.

Après avoir rappelé à M. Ouro-Djéri Tchagara les qualités d'un bon chef, le préfet Tchimblandja l'a exhorté à faire de l'inclusion le socle de son règne, soulignant la lourde responsabilité qui lui incombe désormais. « Être chef traditionnel, c'est accepter de porter les attentes des communautés. C'est être le garant de la paix, le gardien d'un héritage, un repère pour les générations présentes et futures », a-t-il souligné. Le préfet a invité la population à accorder à son chef le respect et la considération liés à sa fonction. Il l'a exhortée à l'accompagner, à soutenir ses initiatives et à travailler avec lui dans un esprit d'unité et de solidarité.



Des cadres de Tchoudjo avec le nouveau chef



Le préfet (à droite) remettant le décret au chef Ouro-Djéri

Le chef Ouro-Djéri a exprimé sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour sa politique de revalorisation de la chefferie traditionnelle et pour avoir entériné son accession au trône. Il a réaffirmé son engagement à œuvrer pour l'unité, la paix, la cohésion sociale et le développement du canton. Le nouveau chef s'est engagé à travailler avec toutes les couches sociales pour le bien de sa communauté.

Le porte-parole de la population, Ouro-Koura Mourtala, a réaffirmé l'adhésion des habitants à la désignation du nouveau chef ainsi que leur disponibilité à le soutenir dans ses actions en faveur du développement du canton et du bien-être de ses habitants.

Âgé de 61 ans, M. Ouro-Djéri Tchagara succède à feu Ouro-Djobo Boukari, décédé le 5 octobre 2018. Il est le huitième chef à accéder au trône, après sa désignation le 5 mars 2023. Le nouveau chef a été agent technico-commercial à la Nouvelle Société cotonnière du Togo. ATOP/MEK/AR/KYA

KOZAH/FINANCEMENT DE L'ECOLE PUBLIQUE :

LA FESEN MOBILISE LES ACTEURS EDUCATIFS

Kara, 12 oct. (ATOP) – La Fédération des syndicats de l'éducation nationale (FESEN) a organisé avec l'appui de l'Internationale de l'Éducation (IE), une rencontre de mobilisation des acteurs du secteur pour un financement de l'éducation publique, le samedi 10 octobre à Kara.

La rencontre a été couplée de la célébration en différé de la Journée internationale des enseignants. Elle est placée sous le thème « La Force du Public au Togo : Ensemble, on fait école ! ». Elle s'inscrit dans une campagne mondiale de plaidoyer pour un financement accru de l'éducation publique, et contre la privatisation et la marchandisation de l'enseignement.

Le but est de renforcer l'engagement des enseignants et des communautés éducatives en faveur d'une école publique gratuite, équitable et de qualité. Il s'agit



Les participants

également de partager les résultats d'une étude sur le financement de l'éducation et la privatisation au Togo, ainsi que de vulgariser les messages de la campagne. Il est aussi question de recueillir les préoccupations de la base syndicale et de rendre hommage aux enseignants pour leur contribution au développement national.



L'assistance



Les officiels

Les participants ont été entretenus sur les conclusions de cette étude réalisée par la FESEN et l'IE. Selon les données, la part de l'éducation dans le budget national est passée de près de 15 % en 2014 à moins de 8 % en 2026, malgré une augmentation des dépenses publiques en valeur absolue. La proportion du Produit intérieur brut (PIB) consacrée à ce secteur, estimée entre 3 et 5 %, demeure également en deçà des références internationales de 4 à 6 %.

Cette étude relève également une progression des établissements privés, particulièrement en milieu urbain, avec des conséquences sur l'égalité d'accès à l'éducation, les charges supportées par les ménages et les conditions de travail des enseignants du privé.

Le secrétaire général fédéral de la FESEN, Lorie Akilè-Esso a réaffirmé l'engagement de son organisation pour la dignité et la valorisation du métier d'enseignant. Il a insisté sur le renforcement du dialogue social, l'amélioration des conditions de travail, la formation continue, l'intégration du numérique et un accompagnement particulier des enseignants exerçant dans les zones rurales difficiles d'accès.

Le directeur régional de l'éducation de la Kara, Bograh Fontou a salué cette initiative qui contribue à la réflexion collective sur les défis du système éducatif. Il a souligné la nécessité de renforcer les infrastructures scolaires et de faire face aux effectifs pléthoriques, tout en réaffirmant le rôle de l'école publique dans la promotion de l'égalité des chances.

Les échanges ont permis aux participants d'exprimer leurs préoccupations et de réaffirmer leur engagement à relayer les messages de la campagne auprès des communautés éducatives. ATOP/AE/DHK

GESTION DE L'ETAT CIVIL :

UNE DELEGATION DU MINISTRE EN CHARGE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ECHANGE AVEC DES ACTEURS LOCAUX DE AVE 1

Kévé, 12 oct. (ATOP) – Une délégation du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, conduite par le chef de division de la présentation territoriale de l'État, Blivi Adoté Mawulolo a échangé avec les acteurs locaux de la commune Avé 1 sur la gestion de l'état civil, le jeudi 8 octobre dans la localité.

La rencontre s'inscrit dans le cadre du processus de relecture de la loi du 11 juin 2009 relative à l'organisation de l'état civil au Togo. Elle vise à renforcer la compréhension des dispositions en vigueur, à recueillir les difficultés rencontrées sur le terrain et à collecter les contributions des acteurs en vue de l'adaptation du cadre juridique aux réalités actuelles.

Les discussions ont porté sur les procédures d'établissement et de gestion des actes de naissance, de mariage et de décès, ainsi que sur les questions relatives à la rectification des actes, aux mentions et à la transmission des informations entre les services compétents.

Les participants ont notamment relevé les difficultés liées à la détermination du lieu de déclaration d'une naissance lorsque celui-ci ne correspond pas au lieu de naissance ou au lieu de résidence des parents. L'importance de l'acte de naissance dans l'identification juridique de la personne et l'accès à plusieurs droits et services a également été soulignée.

L'accent a été mis sur l'acte de mariage, qui établit juridiquement le lien matrimonial, et l'acte de décès, nécessaire à la mise à jour de la situation juridique du défunt. Des éclaircissements ont été apportés aux préoccupations soulevées par les acteurs de terrain.

La digitalisation de l'état civil a, par ailleurs, été évoquée comme un levier de modernisation du système. Elle doit permettre d'améliorer l'enregistrement et la conservation des actes, de sécuriser les données et de faciliter leur transmission entre les services compétents.

Les préoccupations et propositions recueillies au cours de la rencontre vont contribuer à parfaire le processus de relecture de la législation. Le but est de disposer d'un cadre juridique mieux adapté aux réalités actuelles et aux exigences liées à la décentralisation, à la digitalisation et à la sécurisation de l'identité.

La rencontre a réuni le personnel de la mairie, des autorités administratives et locales, des représentants d'institutions publiques et privées, des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que d'autres acteurs intervenant dans la gestion et l'utilisation des actes d'état civil. ATOP/KAT/DHK/BV

KLOTO/JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FILLE :

LES ELEVES INVITEES A S'INTERESSER DAVANTAGE AUX FILIERES PORTEUSES



La ministre remettant l'enveloppe à l'une des meilleures au BEPC

Kpalimé, 12 oct. (ATOP) – La ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance, Martine Moni Sankaredja, a présidé, le vendredi 9 octobre au lycée de Kpodzi, à Kpalimé, la célébration nationale de l'édition 2026 de la Journée internationale de la fille, placée sous le thème : « Promouvoir l'excellence chez les filles dans les filières porteuses pour un développement inclusif et durable ».

La cérémonie a été marquée par des activités de sensibilisation et la remise de prix aux 30 meilleures filles au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) 2026 de la région éducative Plateaux-Ouest.

Cette célébration vise à encourager la réussite scolaire des filles, à promouvoir leur orientation vers des filières porteuses et à renforcer la protection de leurs droits. Les échanges ont notamment porté sur les choix d'orientation scolaire et professionnelle, les stéréotypes liés au sexe et les obstacles susceptibles de compromettre l'avenir des jeunes filles. Les élèves ont été invitées à s'intéresser davantage aux secteurs offrant des possibilités d'insertion professionnelle, notamment l'agriculture et ses métiers connexes, la transformation agroalimentaire, le bâtiment et les travaux publics (BTP), ainsi que le numérique et l'intelligence artificielle. Elles ont également été sensibilisées à l'importance

du travail, des performances scolaires et d'une bonne orientation pour accéder à des formations qualifiantes.



Les élèves attentifs...



...au message de la ministre avec micro

La cérémonie a été ponctuée par une représentation théâtrale d'un club scolaire autour du thème « Le projet d'avenir », illustrant la manière dont les décisions parentales et les stéréotypes peuvent limiter les ambitions des filles.

La ministre Martine Moni Sankaredja a déclaré : « Investir dans l'éducation des filles, encourager leur excellence et leur ouvrir les portes des filières porteuses, c'est leur donner les moyens de construire leur avenir et de contribuer pleinement au développement inclusif et durable de notre pays. »

Le représentant résident de Plan International Togo, Ousseynou Samb, a évoqué les difficultés persistantes liées notamment aux mariages d'enfants, aux violences, aux grossesses précoces et aux normes sociales discriminatoires. Il a également présenté l'initiative « Filles aux commandes », destinée à encourager la participation des jeunes filles à la prise de décision et au leadership.

Le préfet de Kloti, Koku Bertin Assan, a relevé les défis auxquels les filles sont confrontées dans la préfecture, évoquant notamment 374 cas de grossesses en milieu scolaire enregistrés sur trois ans. Il a appelé à davantage d'efforts pour protéger les droits des filles et leur permettre de poursuivre leur scolarité afin de devenir les cadres de demain.

La célébration a réuni des autorités administratives et éducatives, des responsables locaux, des partenaires techniques et financiers, des acteurs de la société civile, des enseignants et des élèves. ATOP/ER/AYH/AR

DOUFELGOU/LUTTE CONTRE LES VBG :

UNE PROJECTION DE FILM POUR PROMOUVOIR LES DROITS DES FILLES

Niamtougou, 12 oct. (ATOP) - La maire de Doufelgou 1 a organisé une projection de film suivie d'une causerie éducative sur les Violences basées sur le genre (VBG) et la promotion des droits sexuels et de la santé reproductive, le dimanche 11 octobre à Niamtougou.

Placée sous le thème « La jeune fille aujourd'hui, la société de demain », l'activité s'inscrit dans le cadre du projet de mobilisation communautaire pour lutter contre les VBG et promouvoir les droits sexuels et la santé de reproduction, en lien avec le Plan de développement communal (PDC). Le but est de sensibiliser davantage la population sur les VBG et de les inciter à contribuer à la promotion des droits sexuels et de la santé reproductive.



Les panélistes

Inspiré de faits réels, le film projeté « SEMA » retrace le parcours de femmes victimes de violences sexuelles dans l'Est de la République démocratique du Congo. Il met en lumière les traumatismes subis, la stigmatisation sociale, les défis liés à la reconstruction et à la quête de justice.



L'assistance suivant...



...la projection du film

La causerie éducative a permis aux agents de santé, Organisations de la société civile (OSC), chefs traditionnels et autres participants d'échanger sur les différentes formes de violence, leurs causes et conséquences, ainsi que les recours possibles pour les victimes. En cas de VBG, les victimes peuvent contacter les numéros verts 1011, 1014 et 8284. Le 8250 est dédié aux violences en milieu scolaire. Elles peuvent également saisir les services sociaux, le bureau du citoyen, Plan International ou les OSC compétentes.

Le maire de Doufelgou 1, Massoka Barima Etienne, a relevé l'importance de cette initiative qui associe projection cinématographique, causerie éducative et débat communautaire. Selon lui, cette démarche vise à briser le tabou du viol, à éveiller les consciences et à favoriser un environnement protecteur pour les filles et les femmes de sa commune. ATOP/SG/BA

KPENDJAL:

LA TRANSFORMATION DU SOJA AU CŒUR D'UN ATELIER A BORGOU

Mandouri, 12 oct. (ATOP) – Vingt transformateurs de soja, dont dix-neuf femmes, ont été formés aux techniques de transformation et de commercialisation du soja, ainsi qu'à la gestion des Activités génératrices de revenus (AGR), du 7 au 11 octobre à Borgou.



Une bénéficiaire reçoit son kit



Les bénéficiaires en apprentissage des techniques de transformation du soja

Cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la résilience des populations et à la cohésion intracommunautaire au niveau des territoires transfrontaliers (PARCIT), mis en œuvre par l'ONG Gestion de l'environnement et valorisation des produits agro-pastoraux et forestiers (GEVAPAF). Elle a pour objectif de favoriser l'insertion socio-économique des jeunes vulnérables.

Les travaux théoriques et pratiques ont porté sur la transformation du soja en beignets, la préparation du lait, de la sauce et de la viande de soja, communément appelée « Wangash ». Les participants ont également appris les techniques de commercialisation des produits dérivés du soja, notamment les règles d'hygiène, le conditionnement, la gestion comptable et les techniques de vente.

À l'issue de la formation, les bénéficiaires ont reçu du matériel et des intrants, entre autres, des bols de soja, cinq litres d'huile, une glacière, une bassine, une marmite, un foyer et du matériel de cuisine, afin de faciliter le démarrage de leurs activités. Par ailleurs, vingt jeunes ont été formés aux techniques d'embouche bovine et de commercialisation.

L'adjoint au maire de la commune Kpendjal 2, Adamou Aziz a exhorté les bénéficiaires à mettre en pratique les connaissances acquises afin de développer leurs activités génératrices de revenus.

Le coordonnateur du projet PARCIT, Batcha Essozimna a indiqué que ces formations répondent aux attentes des jeunes en matière d'insertion socio-économique.
ATOP/BLS/JK/SED

BAS-MONO :

DES JUGEMENTS SUPPLETIFS A 379 ENFANTS DEFAVORISES



Des bénéficiaires et des autorités

supplétif. Ce projet bénéficie du soutien technique et financier du Fonds canadien pour le développement.

L'activité vise à doter les enfants défavorisés recensés dans les écoles de la commune de pièces d'état civil afin qu'ils puissent poursuivre leur cursus scolaire dans de bonnes conditions. Il s'agit de garantir leur citoyenneté et de sécuriser leur parcours académique en leur permettant de disposer d'un document essentiel à l'accomplissement de plusieurs démarches administratives. À travers cette initiative, le CEJP entend promouvoir les droits fondamentaux des enfants et leur permettre d'aller à l'école, notamment en leur donnant la possibilité de se présenter aux examens scolaires et de s'inscrire sans entrave administrative.

Le responsable diocésain du Conseil épiscopal justice et paix du diocèse d'Aného, le révérend père Dominique Gagnon, a expliqué les motivations de cette initiative visant à établir ce document indispensable aux enfants. « Le problème du manque d'actes de naissance est récurrent dans la commune de Bas-Mono 1 et nous avons pu identifier beaucoup d'enfants. Les moyens financiers étant limités, nous avons aidé seulement 379 enfants qui ont reçu leur document important », a-t-il expliqué. Il a exhorté les parents à conserver les documents reçus et lancé un appel aux bonnes volontés pour qu'elles se joignent à cette mission.

Les autorités municipales, les parents d'élèves et les bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance aux donateurs pour leur action humanitaire. Les autorités municipales se sont réjouies de cette initiative, soulignant que grâce à ces documents d'état civil, les

Afagnan, 12 oct. (ATOP) – Trois cent soixante-dix-neuf (379) élèves défavorisés de la commune Bas-Mono 1 ont bénéficié gratuitement de jugements supplétifs tenant lieu d'actes de naissance, le vendredi 9 octobre à Afagnan.

Cette initiative est portée par le Conseil épiscopal justice et paix (CEJP) du diocèse d'Aného. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet visant à aider les apprentis et les enfants dépourvus de pièces d'identité à obtenir un jugement

enfants bénéficiaires sortent de l'invisibilité juridique et voient leurs droits à l'éducation et à l'identité mieux garantis.

ATOP/DK/AR/KYA

SAVANES/PROMOTION DE LA PAIX :

DES CHEFS TRADITIONNELS INVESTIS AMBASSADEURS DE PAIX A KORBONGOU



Les officiels et les nouveaux ambassadeurs de paix

Dapaong, 12 oct. (ATOP) – Six chefs de canton de la région des Savanes ont été investis ambassadeurs de paix au cours d'une cérémonie organisée le samedi 10 octobre à la cour royale de Korbongou, dans la commune Tône 4.

Cette cérémonie a été organisée par la Fédération pour la paix universelle-Togo (FPU-Togo), sous le signe de l'unité et de la paix, autour du thème « One Family under God ». Elle s'inscrit dans le cadre de la célébration du 40^e anniversaire du rappel à Dieu du chef traditionnel de Korbongou, Odanou Dobli, et des 15 ans d'intronisation de l'actuel chef, Odanou Omorou Dobli II. Ce triple événement vise à renforcer l'engagement des autorités traditionnelles en faveur de la paix, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble au sein des communautés.

Les chefs traditionnels investis sont Odanou Omorou Dobli II, du canton de Korbongou (commune Tône 4) ; Yentchabré Labdiédo, de Ponio (Kpendjal-Ouest 2) ; Youma Soumé Tiladé, de Sam-Naba (Cinkassé 2) ; Lambon Dakouannane, de Nandoga (Tandjouaré 1) ; Larmongue Alima, de Biankouri (Cinkassé 2) ; et Nambiana Tabi Zakar, de Sanssani-Mango (Oti 1).

Le ministre de l'Education nationale, Mama Omorou, représentant le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a indiqué que la reconnaissance des chefs traditionnels comme acteurs de paix traduit l'importance de leur contribution à la stabilité des communautés. Il a mis en exergue le rôle essentiel de la chefferie traditionnelle dans la préservation de la paix et le renforcement de la cohésion sociale, avant d'inviter les récipiendaires à demeurer des remparts contre les divisions et l'extrémisme, tout en cultivant la discipline, le sens de l'Etat et l'adhésion aux initiatives publiques de développement. M. Mama Omorou a exhorté les populations à préserver l'unité et à éduquer les enfants dans la discipline.

La présidente de la FPU-Togo, Dr Aminatou Gbédji, a souligné que le titre d'ambassadeur de paix n'est ni acheté ni attribué au hasard, mais qu'il récompense des actes concrets, un engagement social et des efforts en faveur de la cohésion au sein des communautés. Elle a précisé que les nouveaux récipiendaires ont été choisis sur la base de rapports faisant état de leurs actions en faveur de leurs populations respectives. Dr Aminatou a exhorté les nouveaux ambassadeurs à renforcer leur engagement en faveur de la solidarité, de la médiation et du règlement pacifique des conflits. Selon elle, un ambassadeur de paix doit rester accessible à tous, faire preuve de sagesse et de disponibilité, et apporter son assistance aux personnes en difficulté, sans distinction de statut social ou d'origine.

Au nom de ses pairs, le chef du canton de Korbongou a souligné que cette reconnaissance constitue, au-delà d'un honneur personnel, une responsabilité et un engagement en faveur de la paix. Il s'est engagé à promouvoir le dialogue, la cohésion

sociale, la solidarité et le règlement pacifique des différends, en commençant par les familles et les communautés.



Remise de la distinction au chef canton de Biankouri



Le ministre Omorou (à droite) remettant la distinction au chef canton de Korbongou

La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du gouvernorat des Savanes, Kégbéro Latifou Seigneur, du président du Conseil régional des Savanes, Banlépo Nabaguedjoa, du préfet de Tône, Ouro-Gouroungou Horoumila, du représentant national de la FPU, Amo-Teyehewa Augustin, et du président de la Fédération des familles, le révérend Laklé Juste.

Elle a pris fin par l'inauguration de la bibliothèque de Korbongou, équipée de plus de 1 800 livres par la FPU. ATOP/TKA/JK/AR

CENTRALE/PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA TORTURE :

LA CNDH FORME DES RESPONSABLES DE LIEUX NON CONVENTIONNELS DE PRIVATION DE LIBERTE

Sokodé, 12 oct. (ATOP) – Des responsables de lieux non conventionnels de privation de liberté de toutes les régions du pays ont été formés, les 6 et 7 octobre à Sokodé, à la prévention et à la lutte contre la torture ainsi que contre les traitements inhumains ou dégradants.

La formation a été organisée par la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH). Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Consolidation du cadre de prévention de la torture et du mécanisme national de prévention de la torture au Togo, phase III ». Ce projet est mis en œuvre avec l'appui financier du Fonds du Protocole facultatif à la Convention contre la torture (Fonds OPCAT).

L'atelier a permis de renforcer les capacités des participants afin de mieux prévenir la torture et les autres mauvais traitements dans leurs structures, identifiées comme des lieux non conventionnels de privation de liberté. Il a également servi de cadre au dialogue entre l'institution de protection des droits humains et les responsables de ces centres. Les participants ont identifié des solutions concrètes pour améliorer les conditions de prise en charge.

Le deuxième vice-président de la CNDH, Kodjo Gnambi Garba, a souligné l'importance, pour les responsables, de respecter les droits de l'Homme et la dignité de chaque personne placée sous leur garde, indépendamment de son état de santé mentale ou physique. Il leur a demandé de proscrire les comportements interdits dans le traitement et la prise en charge de ces personnes. M. Kodjo a annoncé des visites annuelles dans



Les officiels et participants

ces structures afin de renforcer le dialogue et de formuler des recommandations pour améliorer les pratiques.

Le préfet de Tchaoudjo, assurant les fonctions de gouverneur de la région Centrale, Tchimbiana Yendoukoa Douli, a salué l'initiative de la CNDH, qui traduit l'engagement des pouvoirs publics et des institutions nationales des droits de l'Homme à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux de toute personne privée de liberté. « La protection des droits humains est une œuvre permanente qui exige l'engagement et la vigilance de tous. Ainsi, la dignité humaine doit demeurer au cœur de toute action administrative, sociale, sanitaire, sécuritaire ou judiciaire », a-t-il ajouté.

Les participants se sont engagés à adapter leurs pratiques de traitement et de prise en charge aux normes reconnues en matière de droits de l'Homme. Ils ont également promis de partager les connaissances acquises avec leurs collègues dans les couvents, les centres de prière et les orphelinats.

Au terme de ces assises, la CNDH a effectué des visites dans certains centres. ATOP/TAA/MEK/HKM

LE CONSEIL REGIONAL PRIME L'EXCELLENCE SCOLAIRE A TCHAMBA ET SOTOUBOUA

Sokodé, 12 oct. (ATOP) – Le Conseil régional de la Centrale (CRC) a récompensé les trois meilleurs élèves aux différents examens de l'année écoulée, le vendredi 9 octobre, dans les préfectures de Tchamba et de Sotouboua.



Des lauréats, des donateurs et des acteurs de l'éducation à Tchamba



Remise symbolique du matériel au préfet Pali (à droite)

Les lauréats au CEPD et au BEPC ont reçu chacun une enveloppe financière de 25 000 et 30 000 F CFA, respectivement. Ceux du probatoire et du CAP ont reçu chacun 35 000 F CFA. Ce geste vise à valoriser le mérite en milieu scolaire, à promouvoir l'excellence académique et à encourager tous les apprenants à redoubler d'efforts pour obtenir de meilleurs résultats.

Le CRC a également doté les établissements scolaires et les enseignants de matériel didactique. Ce don comprend des cartons de craies, des stylos, des effaceurs, des ensembles géométriques et du papier rame. Il comprend également des livres de français, d'anglais, de physique, d'histoire-géographie et de sciences de la vie et de la Terre (SVT) pour tous les niveaux. Cet appui répond aux besoins spécifiques exprimés par les acteurs éducatifs et vise à améliorer les conditions de travail des enseignants et d'apprentissage des élèves.

Le président de la commission des Finances du Conseil régional, Apoudjak Wahab, à Tchamba, et le premier rapporteur de la commission des Affaires sociales, Bali Kossi Bassimsoué, à Sotouboua, ont indiqué qu'en investissant dans la célébration de l'excellence scolaire, le CRC réaffirme son engagement en faveur de la jeunesse et de l'éducation, considérées comme des leviers essentiels du développement local. Ils ont souligné que la valorisation du mérite scolaire constitue également une source de

motivation pour les autres élèves, appelés à suivre l'exemple des lauréats afin de contribuer, par leurs efforts et leurs réussites, au rayonnement éducatif de la région.

Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi, et le secrétaire général de la préfecture de Tchamba, Tchazodi Esso, ont remercié le Conseil régional pour ces appuis qui s'inscrivent, selon eux, dans une dynamique de promotion d'une éducation de qualité. Ils ont invité les lauréats à faire bon usage des moyens reçus afin de préparer leur avenir. Les représentants du directeur régional de l'Éducation de la Centrale à Tchamba et à Sotouboua, respectivement Dr Bertin Kotako Tetera et M. Tanankouboussi Pierre, ont souhaité que cette action soit pérennisée dans toutes les préfectures de la Centrale. ATOP/MEK/AR/KYA

OGOU/ENS D'ATAKPAME :

570 ELEVES-PROFESSEURS DE LA PROMOTION 2023-2026 DIPLOMES

Atakpamé, 12 oct. (ATOP) - Cinq cent soixante-dix (570) élèves-professeurs de la promotion 2023-2026 de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé ont reçu leurs diplômes de fin de formation, le samedi 10 octobre.



Le ministre Gado remettant le diplôme à une récipiendaire



Des élèves professeurs diplômés de l'ENS

Après trois années de formation dans les filières Français, Anglais, Sciences de la Vie et de la Terre (SVT), Mathématiques, Physique-Chimie et Technologie, Histoire-géographie, ces lauréats sont désormais prêts à intégrer le système éducatif en qualité d'enseignants professionnels. La formation de ces agents contribue à répondre aux besoins croissants des collèges et lycées en termes d'enseignants qualifiés. Elle s'inscrit dans la politique du gouvernement visant le renforcement du capital humain et la modernisation de l'école républicaine.

La cérémonie a été marquée par la présentation des innovations pédagogiques apportées à l'ENS sur initiative du gouvernement. Il s'agit de l'ouverture de formations spécifiques ciblées en mathématiques, physiques et SVT, sur une année ainsi que des Masters professionnels d'enseignement. Ces offres visent à pallier le déficit d'enseignants dans les disciplines scientifiques et littéraires au sein des collèges et lycées scientifiques à travers le pays.

Le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur, Prof. Gado Tchangbedji a exhorté les nouveaux professeurs à faire preuve d'assiduité, de compétence et d'adaptabilité face aux mutations technologiques et sociétales actuelles pour accompagner efficacement les futures générations pour le développement du Togo.

Le directeur général de l'ENS, Prof. Donyo Agbenoko a rappelé la responsabilité éthique et pédagogique qui incombe désormais à ces nouveaux diplômés. Il les a invités à être des modèles d'excellence, de rigueur et de dévouement au service de la nation. Prof. Donyo a témoigné sa gratitude au gouvernement, en l'occurrence au Président du Conseil, pour sa politique de la promotion de l'éducation à travers la formation des formateurs.

La cérémonie s'est déroulée en présence du gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadjia Maganawé, des autorités politiques, administratives, militaires, traditionnelles et religieuses, ainsi que des parents et amis des récipiendaires.
ATOP/KKT/BA

SOCIAL:

CIMCO SOUTIENT DES ELEVES DEMUNIS ET ECOLES DE LA COMMUNE OGOU 4

Atakpamé, 12 oct. (ATOP) - La Cimenterie de la Côte Ouest-Africaine (CIMCO) a distribué, le vendredi 9 octobre à Ountivou, des kits scolaires à des élèves démunis et du matériel didactique aux établissements de la commune d'Ogou 4.



Des bénéficiaires des autorités



Le maire Agbénowosi remettant le kit à une bénéficiaire

Cette action s'inscrit dans le cadre de ses initiatives de Responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Elle vise à rehausser la qualité du cadre pédagogique des apprenants. Cet appui matériel permettra de soulager les ménages tout en fournissant aux élèves les outils indispensables à une assiduité et un suivi optimal des enseignements.

Au total 300 kits scolaires ont été distribués à 30 établissements scolaires et des élèves de la commune Ogou 4. Les fournitures octroyées aux élèves sont essentiellement composées de cahiers, des sacs, stylos, étuis de crayons, règles et ensembles géométriques. Quant au matériel didactique, il est mis à la disposition du corps enseignant pour faciliter la transmission des cours.

En marge de cette cérémonie, l'entreprise a donné le coup d'envoi des travaux de construction d'un bâtiment scolaire de trois classes à Kpéli. Cette nouvelle infrastructure offrira aux usagers un environnement d'apprentissage moderne, sécurisé et mieux adapté aux exigences pédagogiques contemporaines.

Le représentant de la société CIMCO, M. Xavier Ilboudo a exprimé sa gratitude envers l'ensemble des acteurs ayant contribué au succès de ce projet. Il a réaffirmé la volonté pérenne de la cimenterie d'accompagner les initiatives œuvrant en faveur du bien-être des populations et du développement durable de la municipalité. M. Ilboudo a formulé des vœux de réussite à l'endroit des apprenants pour la présente année académique.

Le maire de la commune Ogou 4, Agbénowosi Yaovi, a salué cet engagement citoyen de l'entreprise CIMCO. « Ce geste de portée sociale et citoyenne témoigne d'une réelle prise de conscience : le développement de notre collectivité territoriale est une œuvre collective. En soulageant la charge financière des parents, ces kits constituent un investissement direct sur l'avenir de notre jeunesse », a-t-il déclaré. S'adressant aux bénéficiaires, le maire les a exhortés à faire un usage judicieux du matériel reçu, à faire preuve de rigueur dans le travail et à manifester un respect scrupuleux à l'égard de leurs éducateurs et de leurs parents.

ATOP/AY/KKT/AR

TANDJOUARE:**17 ELEVES ORPHELINS BENEFICIENT DE KITS SCOLAIRES**

Tandjouaré, 12 oct. (ATOP) – L'association Taram-Taram a offert des kits scolaires à 17 élèves orphelins, le samedi 10 octobre à Bogou, dans la commune de Tandjouaré 1, en vue de soutenir leur scolarisation.



Les bénéficiaires et donateurs



Mme Laré remettant le kit à une bénéficiaire

Les kits sont composés notamment de sacs, de cahiers, de stylos, de livres, de tissus kaki et d'autres fournitures scolaires. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions de l'association en faveur de l'éducation et de l'amélioration des conditions de vie des orphelins. Elle vise à faciliter leur accès à l'éducation et à leur offrir de meilleures perspectives d'avenir.

La deuxième adjointe au maire de Tandjouaré 1, Mme Douti Pascaline, a exprimé sa gratitude au fondateur de l'association, Ibrahim Traoré, pour ce geste de solidarité en faveur des enfants orphelins et nécessiteux. Elle a invité d'autres acteurs et personnes de bonne volonté à unir leurs efforts pour garantir à chaque enfant un accès à une éducation de qualité.

Le point focal de l'association, Mme Yomé Talata, s'est réjouie de cette action et a réaffirmé son engagement auprès des orphelins de la préfecture. Elle a également souligné les progrès réalisés par certains bénéficiaires, dont trois ont été orientés vers des formations en coiffure, en couture et en mécanique.

Créée en octobre 2011, l'association Taram-Taram œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des enfants orphelins et nécessiteux en Afrique.

ATOP/SYI/JK/AR

LE CDE-J A/D LUMIERE DE KPEVE INAUGURE SON CENTRE INFORMATIQUE

Notsè, 12 oct. (ATOP) – Le Centre de développement des enfants et des jeunes (CDE-J A/D) Lumière de Kpèvé, dans le canton de Hahomégbé, à 30 km de Notsè, a inauguré, le jeudi 8 octobre, un centre informatique dénommé « Académie lumière du numérique et de l'innovation » (ALuNI).

Composé d'une grande salle et de deux bureaux, le centre est équipé de mobilier, de matériel informatique et d'une connexion Internet. Il servira de cadre à des formations en informatique. Le site sera également utilisé pour des formations professionnelles. La cérémonie a été marquée par une sensibilisation à l'importance du numérique, la coupure du ruban symbolique et la visite des locaux. Elle s'est déroulée en présence des autorités locales de la commune de Haho 1, du chef du canton de Hahomégbé, Togbui Kodjo Kassegné Agblékpe V, et des chefs des villages environnants.

Selon la facilitatrice de partenariat de Compassion International Togo, Ahouefa Nagbe, ALuNI est née de la volonté des partenaires de l'ONG d'accompagner les jeunes ruraux et d'améliorer leur employabilité sur le marché du travail.



Coupure du ruban



Le bâtiment

Créé en 2019, le CDE-J A/D Lumière de Kpèvé compte 250 bénéficiaires. Il œuvre essentiellement dans les domaines cognitif, socioémotionnel et physique, en faveur du plein épanouissement des enfants. ATOP/YM/AR



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

BENIN:

NOURENOU ATCHADE ELU POUR CINQ ANS A LA TETE DU PRINCIPAL PARTI D'OPPOSITION, LES DEMOCRATES

Cotonou, (AFP) - Le congrès ordinaire des Démocrates, principal parti d'opposition au Bénin, s'est achevé dimanche 11 octobre à Porto-Novo. Président par intérim depuis la démission de Boni Yayi en mars 2026, Nourénou Atchadé a été élu pour cinq ans à la tête de la formation, qui a réaffirmé son positionnement dans l'opposition face au nouveau président de la République, Romuald Wadagni. AFP

BURKINA FASO:

APPEL AU « PATRIOTISME ECONOMIQUE », LE GOUVERNEMENT INTERDIT L'EXPORTATION DES FARINES

Ouagadougou, (RFI) - Au Burkina Faso, le gouvernement interdit l'exportation des farines jusqu'à nouvel ordre. Selon une note du ministre du Commerce, du 12 octobre, la mesure concerne les farines de mil, de maïs et de sorgho, ainsi que leurs dérivés. Les autorisations spéciales d'exportation sont aussi suspendues pour ces produits. Les autorités burkinabè expliquent vouloir assurer la disponibilité de ces produits sur le marché intérieur. Une mesure prise alors que la campagne agricole est marquée par une mauvaise pluviométrie dans plusieurs régions du pays.

Un appel au « *patriotisme économique* ». C'est ainsi que le gouvernement burkinabè présente la mesure de suspension des exportations de farines de mil, de maïs et de sorgho, qui vise, selon le ministre du Commerce, Serge Poda, à garantir la

disponibilité des produits dans le pays. Et à les rendre plus accessibles pour les consommateurs. Les autorités rappellent aussi que tout contrevenant s'expose à des sanctions.

DES « POCHES DE SÉCHERESSE »

En parallèle, un plan d'urgence est lancé pour la campagne agricole. Il prévoit la réalisation de 750 forages à des prix subventionnés, pour faciliter l'accès des producteurs à l'eau. Car, cette « *campagne agricole a été marquée par une pluviométrie peu satisfaisante, jalonnée de poches de sécheresse* », reconnaît le directeur général de la Société Faso Agropôles, Oula Damien Ouattara.

« AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE »

Une situation qui, tempère le secrétaire technique de « *l'offensive agropastorale* », Amos Kienou, ne remet pas « *fondamentalement en cause la sécurité alimentaire du pays* ». En 2025, le Burkina Faso avait produit plus de sept millions de tonnes de céréales. Le capitaine Ibrahim Traoré déclarait alors que le Burkina Faso avait atteint « *l'autosuffisance alimentaire* ».

RFI

PRESIDENTIELLE 2027:

RAPHAËL GLUCKSMANN DESIGNÉ CANDIDAT DE LA GAUCHE SOCIALE-DEMOCRATE AU TERME DE LA PRIMAIRE

Paris, (RFI) - Le leader de Place publique, Raphaël Glucksmann, a été largement désigné, dimanche 11 octobre 2026, candidat de la gauche sociale-démocrate à la présidentielle française de 2027, dès le premier tour de la primaire, ont annoncé les organisateurs.

Avec 66,17% des voix (79 613 voix), l'eurodéputé, partisan d'une rupture avec La France insoumise, remporte les faveurs des 120 587 votants de cette primaire, laissant loin derrière le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure, qui n'obtient que 17 398 voix, soit 14,46% et est largement désavoué sur sa ligne de rassemblement de la gauche. Les trois autres candidats Ségolène Royal, Jérôme Guedj et Emmanuel Maurel, obtiennent tous moins de 10% des voix.

Sur le réseau social X, Raphaël Glucksmann a réagi à sa victoire : « *Ce résultat dit quelque chose de puissant : une gauche fidèle à ses valeurs peut rassembler, gouverner et gagner. Elle peut parler de justice, d'écologie et de République sans renoncer à rien. Nous ne sommes pas là pour gagner une querelle à gauche. Nous sommes là pour gagner l'élection présidentielle.* »

« NOTRE VÉRITABLE ADVERSAIRE, C'EST L'EXTRÊME DROITE »

Le candidat désigné s'est ensuite exprimé à la tribune. « *Ma première responsabilité, c'est de rassembler, de rassembler toute la famille socialiste, de rassembler ensuite toute la famille de la gauche démocratique* », a-t-il martelé, avant de désigner « *l'extrême droite* » comme « *notre véritable adversaire* ». « *Nous allons nous unir pour partir au combat et empêcher les trumpistes, les poutinistes, les xénophobes et les démagogues de s'emparer de la République* », a insisté Raphaël Glucksmann.

Olivier Faure a lui pris acte de la victoire du leader de Place publique et a assuré que « *nous gagnerons cette élection présidentielle par la gauche unie* ». « *Sans cette galaxie que j'ai souhaité incarner dans cette primaire, aucune transformation sociale et écologique n'est imaginable. Comme premier secrétaire, je continuerai d'y contribuer (...)* Nous avons désormais un candidat, à nous tous de forger ensemble cet esprit de victoire », a déclaré le premier secrétaire du PS.

RFI



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg



SPORTS

BRUSQUEMBILLE / 11^e EDITION DE LA COUPE DE L'AMITIE :

CHANCELIER CAVALIER BAYARD SACRE POUR LA TROISIEME FOIS CONSECUTIVE

Lomé, 12 oct. (ATOP) – Le club Chancelier Cavalier Bayard (CCB) a remporté, pour la troisième fois consécutive, la Coupe de l'amitié de brusquembille, dont la 11^{ème} édition s'est achevée le dimanche 11 octobre à Lomé.



Le capitaine recevant la coupe



Le club vainqueur

En finale, CCB s'est imposé face à New Héros sur le score de 165 points contre 145, confirmant ainsi sa suprématie dans cette compétition. Disputée en deux périodes de 45 minutes, le coup d'envoi a été donné par Gbadzi Edem, représentant du directeur des loisirs. La rencontre s'est déroulée en présence du 2^{ème} vice-président de la Fédération togolaise de brusquembille (FE.TO.B), Kuévidjen Mensan.

Dès les premières minutes, les deux équipes se sont engagées avec détermination dans une rencontre marquée par une certaine méfiance liée aux soupçons de vol de cartes, un phénomène récurrent dans cette discipline. Grâce à la vigilance du comité d'organisation, les joueurs ont poursuivi la partie dans de bonnes conditions, chacun cherchant à prendre l'ascendant sur son adversaire. Plus expérimentés et techniquement mieux préparés, les joueurs de CCB ont progressivement pris le contrôle du jeu. A la 25^e minute, ils menaient déjà par 58 points à 41, avant de creuser davantage l'écart malgré la résistance de New Héros. Les deux formations ont rejoint la pause sur le score de 94 à 63 en faveur de CCB. A la reprise, New Héros a tenté de refaire son retard, mais s'est heurté à une équipe de CCB bien organisée et plus aguerrie. Grâce à des stratégies efficaces et à une meilleure maîtrise du jeu, les champions en titre ont maintenu la pression sur leurs adversaires, qui ont progressivement perdu leurs repères. CCB a ainsi conclu la rencontre sur le score de 165 points à 145, s'adjugeant une troisième victoire consécutive dans cette compétition.



Phase jeu, sous le regard vigilant de l'arbitre

Au terme de la compétition, Kuévidjen Mensan, s'est félicité du bon déroulement des rencontres. Il a indiqué que le bureau fédéral est satisfait, quel que soit le club vainqueur, l'essentiel étant que la compétition se déroule sans incident. Il a également expliqué que la Coupe de l'Amitié est organisée en marge du championnat en cours, afin de permettre aux responsables des clubs de se retrouver dans un esprit de fraternité et d'échanger sur les difficultés rencontrées avant la reprise des compétitions.

Au total, 17 équipes, toutes de Lomé, ont pris part à cette 11^e édition de la Coupe de l'Amitié. ATOP/AR/AO/GKM

FOOTBALL : OGOU/ FINALE DE LA D2 :

SARA FC SACRE CHAMPION FACE A LA JCA

Atakpamé, 12 oct. (ATOP) – La formation de Sara FC de Bafilo a conquis, le dimanche 11 octobre sur le stade municipal d'Atakpamé, le titre de champion de la deuxième division (D2) en dominant la Jeunesse Club d'Agoe – Nyivé (JCA) sur le score net de 3 buts à 1.

Alors que la montée en première division était déjà mathématiquement acquise pour les deux finalistes, ce choc revêtait un enjeu honorifique d'envergure notamment le titre de champion national de D2.

Face à un adversaire accrocheur, les joueurs de Sara FC ont imposé un réalisme offensif dans les moments clés de la rencontre. Sur une action collective, Sylvain Karango, servi dans l'axe, ouvre son pied et trouve le chemin des filets avec l'aide du poteau droit rentrant (1 – 0, 31^{ème}). Score à la pause.

En seconde période, le club d'Agoè-Nyivé entreprend plusieurs offensives, sans parvenir à conclure. Toujours tourné vers l'offensive et poussé par son public, Sara FC double la mise grâce à Adnane Tchassama. Après un contrôle dans la surface, il déclenche une frappe qui trompe le gardien adverse (2 – 0, 50^{ème}). La réaction de la JCA intervient dix minutes plus tard avec la réduction du score signée Komlan Koya. Sa frappe au ras du sol ne laisse aucune chance à Sani Moumouni (2 – 1, 60^{ème}).

Piqués au vif, les joueurs de Bafilo retroussent leurs manches et repartent à l'abordage. Entré en jeu, Kokouvi Boko délivre un superbe centre qui trouve Sylvain Karango. D'un coup de tête magistral, il fait trembler les filets de Kokou Atoko. Sara FC mène désormais 3 – 1. Résultat final, un résultat qui consacre Sara champion de la D2.

L'entraîneur de Sara FC Hassama Kozi Abdoul Rahim a révélé avoir sciemment observé le jeu de son rival durant les premières minutes avant de déployer sa stratégie. « Nous n'avions pas croisé la JCA durant la phase régulière. Il fallait observer leur jeu pendant les cinq premières minutes avant d'imposer notre rythme. C'est une immense fierté : nous venons de très loin et ce titre est le fruit d'un travail assidu, d'une remise en question constante et de l'apport précieux de nos joueurs d'expérience comme Karango », a-t-il indiqué.

Du côté de la JCA, le technicien Tchalim Haure s'est montré fair-play malgré la défaite. « Une défaite en finale laisse toujours des regrets, mais l'essentiel était déjà acquis avec la montée en première division. Sara FC a fait la différence grâce à l'expérience de ses attaquants et à des attaques rapides dévastatrices. De notre côté, nous avons eu une possession parfois stérile sans parvenir à concrétiser nos occasions » a-t-il souligné.

ATOP/KKT/GKM



Phase de jeu

CONFERENCE STRATEGIQUE DE LA CAF :

L'AFRIQUE DEJA TOURNEE VERS LA COUPE DU MONDE 2030

Santa Maria (CAF) - La Conférence stratégique de la CAF s'est achevée avec succès le vendredi 10 octobre à Santa Maria, sur l'île de Sal, au Cap-Vert, au terme de trois jours d'échanges de haut niveau. Objectif : s'appuyer sur les résultats historiques de l'Afrique à la Coupe du Monde 2026 pour élaborer une stratégie plus ambitieuse en vue de l'édition 2030.

Les présidents et hauts responsables des 54 Associations Membres de la CAF, des sélectionneurs nationaux, des experts techniques et des spécialistes internationaux du football ont pris part à cette rencontre consacrée au développement du football, aux orientations stratégiques de l'institution et à une analyse approfondie des performances africaines au Mondial.

Organisée sous la conduite du président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, la Conférence a notamment été marquée par les interventions de la cheffe de l'État du Cap-Vert, Dr Janira Hopffer Almada, et du président de la FIFA, Gianni Infantino.

L'Afrique abordait ces discussions après avoir réalisé sa meilleure performance collective en Coupe du monde. Dix sélections, un record, ont participé à l'édition 2026, disputée dans un format élargi, et neuf d'entre elles ont franchi la phase de groupes.

Le Maroc a atteint les quarts de finale pour la deuxième Coupe du monde consécutive, tandis que le Cap-Vert a réussi à sortir de son groupe dès sa première participation à la compétition.

Ces résultats ont constitué le fil conducteur des échanges, dont l'ambition était non seulement de saluer les progrès accomplis en 2026, mais aussi d'identifier les axes d'amélioration avant le rendez-vous de 2030.

Dr Motsepe appelle à des résultats concrets

Le Président de la CAF a insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de transformer les ambitions du football africain en résultats tangibles et mesurables.

« Il existe un grand fossé entre les bons projets, les bonnes intentions et ce que nous faisons concrètement en matière d'investissements et de résultats. Nous sommes jugés sur nos résultats », a-t-il déclaré devant les participants. Patrice Motsepe a également clairement affiché l'objectif ultime du football africain.

« Nous devons gagner la Coupe du monde. Nous allons gagner la Coupe du monde. Une nation africaine remportera la Coupe du monde », a-t-il affirmé.

La CAF a rappelé que l'un des principaux objectifs de cette Conférence était de permettre au football de chacune de ses 54 associations membres d'atteindre les meilleurs standards internationaux et de devenir financièrement autonome. L'institution entend également poursuivre l'amélioration de la qualité de ses compétitions et renforcer leur compétitivité sur la scène mondiale.

Les discussions ont notamment porté sur l'augmentation des investissements au sein des associations membres, le développement du football, la formation des entraîneurs, les structures de formation des jeunes, la gouvernance ainsi que le renforcement des partenariats commerciaux et audiovisuels.

Le président Infantino salue les progrès du football africain

Gianni Infantino a salué l'ampleur des progrès réalisés par les sélections africaines, en mettant en perspective leurs performances lors des dernières éditions de la Coupe du monde.

Le président de la FIFA a notamment rappelé qu'aucune équipe africaine n'avait atteint la phase à élimination directe en 2018, contre neuf sur dix en 2026. Une évolution majeure qu'il a associée au travail accompli à travers le continent. Il a également souligné l'importance de poursuivre les investissements dans les infrastructures et de multiplier les opportunités offertes aux talents africains. Déjà présents au plus haut niveau du football

mondial, ces derniers doivent pouvoir bénéficier de conditions plus favorables pour exprimer pleinement leur potentiel. Son message aux participants était sans équivoque : « La route vers 2030 commence maintenant. »

Wenger : l'Afrique se rapproche, chaque détail compte

La dernière journée de la Conférence a accordé une place importante à l'analyse technique des performances africaines lors du Mondial 2026.

Le Directeur du Développement du football mondial de la FIFA, Arsène Wenger, a échangé avec plusieurs sélectionneurs et analystes autour de différents aspects du jeu : organisation tactique, création d'occasions, contre-pressing, transitions et gestion des dernières minutes. Pour Wenger, l'organisation collective figure parmi les progrès les plus marquants des sélections africaines.

« Par le passé, les équipes africaines perdaient parfois en raison d'un manque de compacité, de distances trop importantes entre les lignes et d'une concentration irrégulière », a-t-il expliqué. « Lors de cette Coupe du monde, il était difficile de battre une équipe africaine, tant sa discipline et son organisation étaient de haut niveau. »

L'ancien entraîneur d'Arsenal a toutefois rappelé que les écarts restaient minimes et que le moindre détail pouvait faire la différence. « Nous sommes tout près, mais quelques pour cent peuvent vous coûter un match. La plupart de ces rencontres ont été perdues par un seul but. Dans le football moderne, chaque détail devient donc absolument essentiel. »

Son analyse résume l'un des principaux enseignements de la Conférence : l'Afrique a considérablement progressé, mais la prochaine étape reposera davantage sur la précision et la maîtrise des détails que sur une remise en question complète de ses méthodes.

Les sélectionneurs partagent leur expérience du mondial

Les échanges de la dernière journée ont également réuni plusieurs entraîneurs ayant dirigé des sélections africaines lors de la Coupe du Monde, parmi lesquels Bubista, Emerse Faé, Mohamed Ouahbi et Sébastien Desabre.

Leurs témoignages ont permis de dépasser les seules statistiques pour aborder les réalités du terrain : préparation des équipes, gestion des fenêtres internationales, adaptations tactiques et maîtrise de la pression inhérente aux grandes compétitions.

À la tête du Cap-Vert lors de sa première participation historique, Bubista a notamment insisté sur l'importance de fixer des objectifs clairs et de disposer de plusieurs options tactiques.

« Nous ne pouvons pas penser à une seule stratégie. Nous devons en avoir plusieurs : une lorsque nous n'avons pas le ballon, une autre lorsque nous l'avons et une troisième lorsque nous ne pouvons pas attaquer rapidement », a-t-il expliqué.

Son expérience a particulièrement retenu l'attention, le Cap-Vert ayant marqué les esprits lors de cette Coupe du monde. Pour sa première participation, la sélection cap-verdienne a franchi la phase de groupes avant de s'incliner face à l'Argentine (2-3) après prolongation. CAF

